

LE REDÉMARRAGE DE LA PAPETERIE DE L'AA TOUJOURS D'ACTUALITÉ

Ce mercredi 12 octobre 2016 à 16h30, dans les locaux de la Communauté d'Agglomération de Saint-Omer (CASO), s'est tenue une énième réunion de la cellule dite « de crise ArjoWiggins ».

Participaient à cette réunion, le président et le vice président de la CASO, le sous-préfet, les organisations syndicales de la papeterie ArjoWiggins, le Comité de soutien aux ex-Arjo (COSEA), des élus locaux, ainsi que François Vessière assisté de deux consultants qui travailleront sur l'étude de nouvelles productions de la papeterie de l'Aa.

Les militants CGT qui occupent toujours le site, jours et nuits, fériés compris, afin d'éviter son démantèlement, ont alerté l'assemblée que la direction Sequana/ArjoWiggins aurait l'intention d'arrêter la chaudière qui alimente en vapeur la machine à papier et la machine à coucher.

Les militants CGT ont également insisté sur leur manque de confiance envers le groupe Sequana qui ne manquera pas de démanteler le site, comme il l'a fait à la papeterie de Charavines cet été, dès qu'il percevra un semblant de faiblesse dans la mobilisation.

Le Syndicat CGT ArjoWiggins Wizernes exige que l'État prenne ses responsabilités et intervienne auprès des dirigeants de Sequana afin que ceux-ci laissent la chaudière en l'état.

François Decoster, président de la CASO, a souhaité présenter un nouveau projet réalisé avec l'aide de l'OPCA3+ (Organisme paritaire collecteur agréé, en charge de la formation professionnelle des industries de l'ameublement, du bois, des matériaux pour la construction, et de l'inter secteur Papiers Cartons).

Ce projet consiste en la création d'une « usine/école papetière » dans le bâtiment de l'ancien atelier de couchage de spécialités de la papeterie, qui a été monté en 2003 puis arrêté en 2007 avec la mise à la ferraille du matériel (coût de cet investissement : 35 millions d'euros).

Ce projet d'école papetière serait proposé au Centre de formation Flandres Audomarois (AGFCPS) situé à Saint-Omer pour un coût de 110 000 € ce qui permettrait de créer 5 emplois à temps plein.

Le président de la CASO a tenté de soutirer un avis aux organisations syndicales après sa présentation mais la CGT, qui ne signe jamais de chèques en blanc, a refusé de se prononcer sur un projet présenté succinctement le jour même.

De plus, la CGT estime que cette tentative de pousser les seules organisations syndicales de la papeterie de Wizernes à

Les militants CGT ont également insisté sur leur manque de confiance envers le groupe Sequana qui ne manquera pas de démanteler le site (...)

se prononcer sur un projet qui relève de la compétence de la région et des instances paritaires de formations professionnelles nationales est, pour le moins déloyale, voir malhonnête.

En ce qui concerne ce projet, si la CGT considère que la création d'une école papetière dans la vallée de l'Aa, où l'activité papetière est omniprésente depuis deux siècles, est un projet séduisant, cela ne doit pas occulter l'urgence de la reprise indispensable de l'activité de la papeterie de l'Aa.

La CGT ArjoWiggins s'est engagée à donner un avis sur ce projet dès que la CGT de l'OPCA3+, aujourd'hui totalement ignorante du projet, pourra être consultée. Ce sujet devrait pouvoir être abordé lors de la CPNEF du 20 octobre 2016.

Le second point de l'ordre du jour, celui qui concerne au premier chef les ex-salariés d'Arjo puisqu'il traite des solutions à mettre en œuvre pour garder leur emploi et échapper ainsi à une précarité certaine.

La reprise de l'activité de leur papeterie !

François Vessière a présenté l'étude payée par la CASO. Ce projet industriel prévoit de produire 110 000 tonnes de papier tout en respectant l'environnement et la santé de tous, salariés lors de la production et consommateurs. La production tournera autour de projets innovants tels que de la fabrication d'étiquettes adhésives sans aucun produit nocif, de papiers résistants à l'humidité et d'emballage alimentaire.

L'étude devrait être rendue publique dans 2 mois.

La CGT demande d'ores et déjà aux pouvoirs publics d'aider à la mise en œuvre de ce projet en cherchant des investisseurs et en sollicitant la Banque Publique d'Investissement et la Caisse des dépôts et Consignations qui investit 26,3 milliard d'euros dans l'économie française.

Après 31 mois de combat pour empêcher la fermeture définitive de la papeterie de Wizernes, programmée par les dirigeants mafieux du groupe Sequana, le Syndicat CGT ArjoWiggins Wizernes, avec la FILPAC-CGT et toutes la CGT, est toujours aussi déterminé pour que le site redémarre.

En attendant d'accompagner les projets qui permettront ce redémarrage et concomitamment aux actions de mobilisations, le Syndicat CGT ArjoWiggins Wizernes conteste les licenciements devant le Conseil de Prud'hommes et au Conseil d'État. •